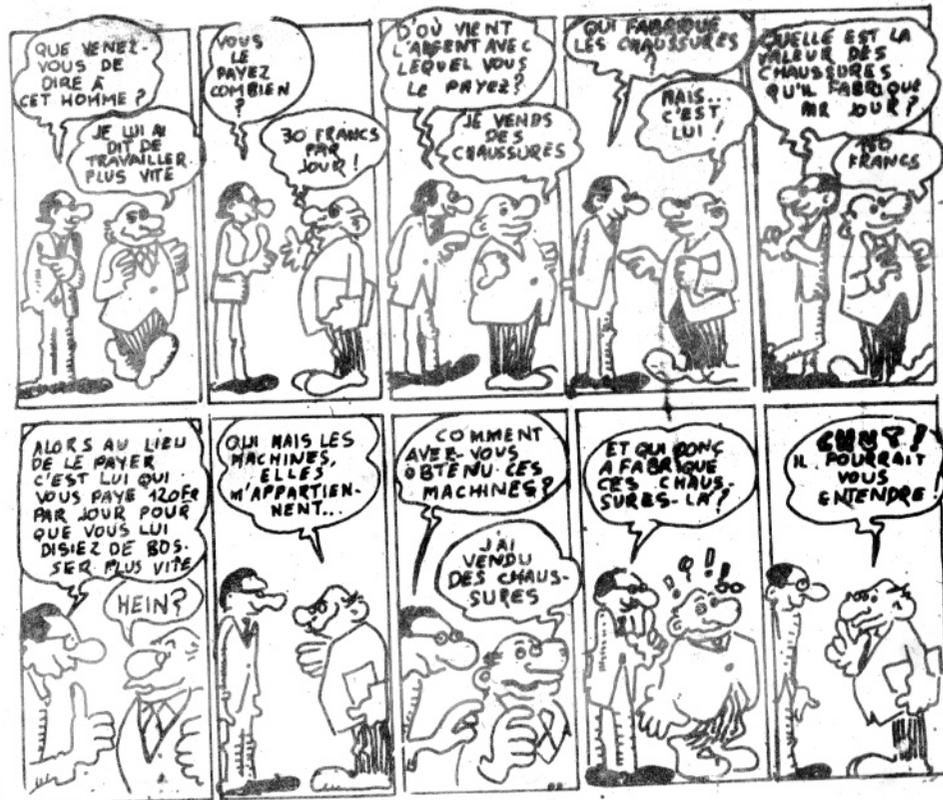


" A QUI PROFITE LE TRAVAIL ? "



SUPPLEMENT A ESPOIR N° 577

DE L'AUTOGESTION

AUTOGESTION

LE
POUVOIR
AUX
CONSEILS
DE
TRAVAILLEURS

A LA REVOLUTION



— La C.F.D.T. fait mention d'une « règle » qui serait la référence collective de toutes les entreprises en autogestion. Reste à savoir comment serait établie cette règle et quelles seraient les modalités de remise en question de cette règle.

Pour nous, la « règle » découle de la situation elle-même. Une première « règle » étant que la fédéralisation de toutes les branches est indispensable ; sans elle, on recréerait un système de libre entreprise et de concurrence capitaliste.

— C'est à ce moment que la C.F.D.T. propose la « planification démocratique » et c'est là que la contradiction apparaît.

La C.F.D.T. envisage que l'autogestion puisse s'installer sans que l'on passe par une période insurrectionnelle. Ceci provient peut-être de ce qu'elle ne voit actuellement aucun projet cohérent qui rende possible la révolution. Elle s'oriente donc vers ceux qui, s'affirmant bien intentionnés, permettraient l'autogestion. La « planification démocratique » serait une fonction déterminée à la fois par l'Etat et par les travailleurs.

Conséquente avec cette position, la C.F.D.T. préconise que les travailleurs « s'emparent du pouvoir d'Etat ». Puis elle affirme que les syndicats seront maintenus, disposeront d'un pouvoir de contestation, que l'autogestion ne se fera que progressivement, etc.

Cette vision des choses a trop de points communs avec l'expérience russe et avec l'expérience yougoslave pour ne pas conduire aux mêmes échecs.

En effet, en U.R.S.S., les organismes de travailleurs avaient un pouvoir de contestation face à un Etat « ouvrier et paysan » — en réalité aux mains du parti bolchevik. Très rapidement, de gré ou de force, tous les pouvoirs sont passés aux mains des instances supérieures du parti.

En Yougoslavie, l'autogestion planifiée par des organismes paritaires (travailleurs, fonctionnaires du gouvernement) s'est peu à peu intégrée au système étatique pour n'être plus qu'une sorte « d'intéressement des travailleurs à l'entreprise ».

En Espagne, en 1936-38, le pouvoir d'Etat et le pouvoir des travailleurs sont demeurés en présence (face à la réaction militaire franquiste) pendant toute la période de guerre. On a assisté à une lutte de l'Etat républicain contre la révolution, autant sournoise (avec l'intégration de ministres anarchistes au gouvernement, avec la militarisation des milices...) que brutale (journées sanglantes de mai 1937 à Barcelone).

Dès que l'autogestion s'installe, il lui faut aller jusqu'au bout, sans quoi la réaction prend les armes répressives qui conviennent à la situation et renforce un peu mieux les assises du pouvoir central.

Une réelle autogestion ne peut s'installer qu'au cours d'une période insurrectionnelle. Elle devra en permanence lutter contre les attaques militaires et policières du pouvoir d'Etat, mais aussi contre toutes les tentatives d'intégration :

- en fédérant les entreprises économiquement,
- en allant de pair avec une fédération des **communes libres**,
- en travaillant à la destruction directe du pouvoir central avant que celui-ci n'ait le loisir de se réorganiser (et de lancer l'offensive contre le pouvoir de la base).

Dans une telle situation, le syndicat (en tant qu'organisme de contestation) n'a plus de raison d'être et le pouvoir est aux mains des conseils de travailleurs.

Quant à la planification de l'économie et des activités sociales en général, elle est effectuée en étroite collaboration entre la fédération des conseils de travailleurs et celle des communes libres.

✱

Jamais, dans quelque cas que ce soit, des « territoires libérés » n'ont pu coexister longtemps avec un Etat bien en place. L'Etat a toujours dévoré la Révolution.

Il est d'autant plus erroné de miser sur une période de transition au cours de laquelle l'autogestion, de réforme en réforme, se développerait en même temps que l'Etat dégénérerait.

C'est non seulement erroné mais c'est aussi dangereux, car une fois la réaction victorieuse, un Etat renforcé vient s'installer et l'œuvre révolutionnaire trouve en face d'elle des obstacles encore plus nombreux et plus de difficultés à franchir.

L'AUTOGESTION NE PEUT EXISTER SANS LA REVOLUTION, SANS L'INSTAURATION DU COMMUNISME LIBERTAIRE, SANS LA DESTRUCTION DU SYSTEME ETATIQUE.

ABOLITION DE LA SOCIÉTÉ DE CLASSE

CONSEIL POUR LE MAINTIEN DES OCCUPATIONS

Autogestion et autonomie.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Cette déclaration de l'Association Internationale des travailleurs, en 1864, marque le début de l'organisation autonome du prolétariat naissant.

Le Commune de Paris est la première tentative de prise en main par les travailleurs de l'organisation de la société, et donc de leur vie. Le premier essai d'autogestion sociale fut la reprise en main par les travailleurs des entreprises abandonnées par les patrons. La Commune réalisa la démocratie directe en élisant un comité de salut public qui coordonnait, plus qu'il ne dirigeait, la vie politique et militaire de la Commune. La bourgeoisie ne put tolérer cet état de fait et décida d'écraser dans le sang le soulèvement populaire.

D'autres expériences historiques montrèrent la résolution des travailleurs de prendre en main leurs affaires, même par les armes contre la bourgeoisie :

— 1905 : la grève générale en Russie et l'apparition spontanée des Soviets ;

— 1917 : la révolution russe et le pouvoir des Soviets, des comités d'usines dans les entreprises, furent la première réalisation d'une société totalement autogérée par les travailleurs, ouvriers et paysans, malgré la tentative (réussie en 1922) de dictature bureaucratique du parti bolchevik.

Car, à partir de 1905, s'étaient constitués dans les usines, en l'absence de syndicats, des comités de fabrique qui étaient la représentation directe de la défense des intérêts ouvriers face au patronat, tandis que les Soviets n'étaient que la représentation indirecte de la classe laborieuse dans son ensemble face au tsarisme. La révolution de février les transforma en organes de contrôle ouvrier. Cette période de légalité leur permit de créer une fédération de comités, avec les conseils de rayons (du commerce et des employés), coordonnée par un Conseil central des comités. A la veille de la révolution d'octobre se tint la première, et seule, conférence pan-russe des comités de fabrique, où l'extrême gauche était majoritaire avec 130 délégués (dont 96 bolcheviks et 37 anarchistes et socialistes révolutionnaires) sur 167.

La révolution d'octobre déclencha un vaste mouvement spontané dans les usines où les comités passèrent du « contrôle ouvrier » à l'autogestion : « ... Les ouvriers d'un grand nombre d'usines avaient commencé à s'ingérer dans les questions d'administration et de direction technique, voire de chasser de l'entreprise le patron et les ingénieurs. Lorsque l'employeur décidait de mettre la clé sous la porte, il était fréquent de voir le comité de fabrique prendre en main la gestion de l'établissement. » Tandis que les ouvriers instauraient spontanément l'autogestion, le parti bolchevik lançait le mot d'ordre de « contrôle ouvrier », se trouvant ainsi en retard sur l'action des masses, mais avec l'arrière-pensée d'instaurer la gestion bureaucratique de l'économie.

La révolution de février avait à la fois permis de créer un gouvernement provisoire, menchevik, et des organes de pouvoir à la base : les Soviets. Ainsi, dans le port de Cronstadt, l'élection du premier Soviet, en avril, fut la représentation directe des travailleurs et marins avec des délégués d'extrême gauche. Début mai, sa réélection amena une majorité de bolcheviks, socialistes révolutionnaires et anarchistes, qui proclama le 13 mai : « Le seul pouvoir dans la ville de Cronstadt est le Soviet des députés ouvriers et soldats... » La proclamation de la « République de Cronstadt » fit dans tout le pays une sensation énorme, le gouvernement provisoire qui avait institué les « Douma », assemblées régionales où étaient élus des membres des partis, voulut au plus vite remettre en place cette administration centraliste et étatique, mais après quelques compromis, le gouvernement abandonna son ambition de reprendre le « pouvoir » sur la ville.

La révolution d'octobre abattit les restes de l'ancien système et du pouvoir bourgeois naissant. Mais les méthodes des bolcheviks, mesures autoritaires, centralisation à outrance du pouvoir, militarisation des syndicats, armée « rouge » sur le plus pur modèle bourgeois, les Soviets, de plus en plus privés de pouvoir au profit de la bureaucratie, provoquèrent de nouvelles révoltes parmi les classes populaires : en 1921 éclatèrent les premiers mouvements de protestation de la part des ouvriers de Pétrograd et de Cronstadt ainsi que des paysans d'Ukraine qui avaient organisé des collectifs agricoles sous l'impulsion de l'organisation anarchiste « Makhnovistchina ». Tous ces mouvements avaient repris le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets, non aux partis », qui s'adressait surtout au parti bolchevik, usurpateur du pouvoir.

Par la suite, l'embryon de pouvoir ouvrier que constituait cette tentative d'autogestion fut brisé par les bolcheviks, avec l'écrasement de Cronstadt et des communes populaires en Ukraine, la militarisation des syndicats, réalisés par Lénine et Trotsky.

De 1918 à 1923, la révolution en Allemagne, en Hongrie, en Italie, les grèves en France, en Angleterre et en Espagne, avec l'apparition de conseils ouvriers, échappent aux syndicats réformistes.

La montée du fascisme en Italie et en Allemagne, la trahison de la III^e Internationale et la complicité des démocraties bourgeoises marquent un reflux du mouvement ouvrier. Si la crise de 1929 relance l'agitation ouvrière jusqu'en 1936, avec la victoire des fronts populaires en France et en Espagne, il ne s'agit que de mouvements isolés et menacés par la montée du fascisme.

Le 19 juillet 1936, en Espagne, face au coup d'Etat fasciste de Franco, le peuple, derrière la puissante C.N.T. (Confédération Nationale du Travail), riposte en déclenchant la révolution. Les patrons s'enfuient, les travailleurs s'emparent des usines et des terres qu'ils collectivisent, commençant à réaliser l'autogestion malgré l'opposition des partis politiques bourgeois et staliens. Malheureusement, la situation internationale n'est pas favorable à la révolution ; Franco est ouvertement soutenu par les fascismes italien et allemand. L'U.R.S.S., qui ne veut pas d'une révolution en Espagne, ne l'aide qu'au compte-gouttes. Les démocraties respectent la « non-ingérence ». Ainsi, malgré son courage, le peuple espagnol est écrasé par le fascisme.

La deuxième guerre fait disparaître le mouvement ouvrier ou le contraint à une unité nationale au sein de la résistance. La « victoire » de 45 est celle des démocraties bourgeoises alliées au stalinisme. Le P.C.F. (Parti communiste français) entreprend une politique de collaboration, de classes (1946 et 47), mais la classe ouvrière se réveille, ce sont les premières grèves (1947) qui attaquent autant la bourgeoisie que le P.C.

A l'Est, l'U.R.S.S. colonise ses dernières conquêtes : Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, etc.; en 1953, éclatent les premières révoltes ouvrières contre la dictature stalinienne : Berlin, Poznam. En 1956, la Hongrie se soulève. Les armes à la main, les travailleurs créent des conseils ouvriers pour diriger la vie sociale, mais sont écrasés par l'armée « rouge ». Entre temps, la Yougoslavie se sépare du bloc russe et essaie une tentative originale de socialisme, en s'appuyant sur l'autogestion; mais celle-ci, partielle, se heurte à l'Etat et à la bureaucratie du Parti.

L'autogestion révèle son incompatibilité avec le pouvoir d'Etat.

La mort de Staline, en 1956, ne marque pas la fin du stalinisme, mais sa continuation. Le « printemps de Prague », tentative de « socialisme à visage humain », est écrasé par les armées du Pacte de Varsovie, avec la complicité tacite des partis communistes étrangers. La moindre liberté est un danger mortel pour l'hégémonie totalitaire des staliniens.

Après l'indépendance de l'Algérie, en 1962, une tentative d'autogestion se fait jour, mais elle se heurte aux mêmes caractéristiques que la Yougoslavie : c'est la clique militariste de Boumédiène qui y met fin.

En Chine, malgré la révolution culturelle, le Parti maintient son emprise sur l'économie et sur la vie quotidienne : interdiction des syndicats, politique de triple alliance (cadre, armée, producteur)...

On s'aperçoit que nulle part n'existe un véritable socialisme géré directement par les travailleurs. Partout où il a pris le pouvoir, le Parti communiste s'est « transformé » en nouvelle classe dirigeante, reproduisant tous les rapports capitalistes dans la société. Partout subsiste la société capitaliste, bourgeoise ou bureaucratique d'Etat, sa nouvelle forme.

Mai 68 a remis à l'ordre du jour le mot d'ordre d'autogestion. Déjà pendant cette période, quelques tentatives, souvent inconscientes ou non théorisées par les travailleurs, ont eu lieu, certains secteurs de l'économie ont été « remis » en marche pour le seul usage des travailleurs. Le problème de la distribution et de l'échange entre ouvriers et paysans a été également envisagé.

OCCUPATION
DES
USINES

Exemple historique :

Les collectivisations dans la Révolution espagnole

L'exemple espagnol représente la meilleure approche de l'autogestion réalisée à ce jour. En effet, le prolétariat (industriel et agricole) était auto-organisé en de puissants syndicats : C.N.T. anarcho-sindicaliste surtout et U.G.T.

En conséquence, dès le début, le mouvement autogestionnaire fut mieux coordonné, mieux compris, plus adroit qu'en d'autres pays. Cependant, tous les travailleurs n'étant pas également organisés, l'autogestion connut plusieurs « stades », ce qui explique les différences entre les divers exemples que nous donnons par la suite.

Au début, la collectivisation se limita à l'abolition des privilèges de certains patrons ou consista seulement dans la suppression du bénéfice d'entreprise de sociétés anonymes.

Exemples : Après la saisie de la Généralité de Catalogne (transports maritimes), l'actif de cette compagnie et les revenus, moins les frais de gestion et de fonctionnement, furent distribués aux ouvriers.

Dans les Transports de Barcelone, une augmentation très importante intervint sur les salaires, de l'ordre de 20 à 35% suivant les salaires initiaux.

Pour l'industrie textile, à l'abaissement des heures de travail, qui passèrent de 80 à 40 par semaine, s'ajouta une augmentation de salaire de 15% en moyenne.

Ainsi les ouvriers de ces entreprises ou sociétés étaient devenus les bénéficiaires, à la place des propriétaires précédents. Ce changement constitua une légitime amélioration sur la situation antérieure. Mais un CAPITALISTE était remplacé par une sorte de CAPITALISME COLLECTIF.

La collectivisation ne pouvait s'arrêter à cette phase. Cela fut constaté partout. Les syndicats décidèrent de s'occuper eux-mêmes du contrôle des entreprises industrielles et agricoles.

Exemples : Pour le port de Barcelone, la première action fut de supprimer les intermédiaires, sortes d'embaucheurs locaux (type en France de BIS ou Manpower, etc.) qui prenaient un bénéfice de l'ordre de 50 à 100% sur le travail des dockers. Les syndicats instaurèrent une embauche directe des dockers eux-mêmes.

Dans l'industrie textile de Catalogne, le nombre de syndiqués était de 230 000, dont 70% C.N.T. et 30% U.G.T. Les syndicats amenèrent une gestion directe par les comités d'ateliers.

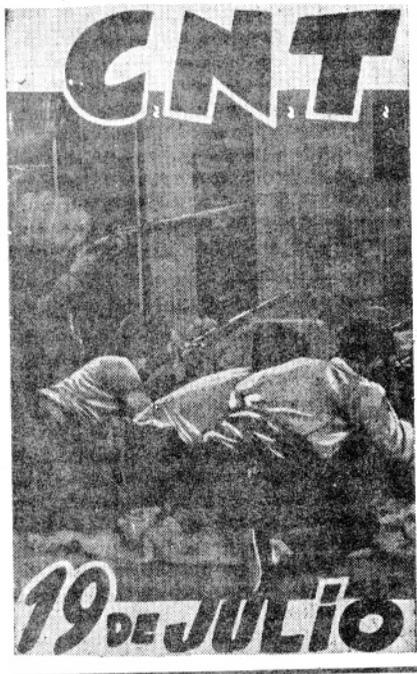
Dans l'industrie alimentaire, les adhérents des syndicats amenèrent les producteurs à traiter directement avec la population. On instaura une centralisation des stocks pour les grandes villes. Ceci apporta une amélioration de la qualité et un prix inférieur au détail.

Dans l'artisanat, les coiffeurs (très importants en Espagne) firent eux-mêmes un service collectiviste. Avant leur regroupement, il y avait à Barcelone 1100 salons, chiffre qu'on ramena à 200. Ceci permit de réduire les frais de fonctionnement et donc d'augmenter les revenus, tout en diminuant les tarifs. Nos camarades nous disent qu'une telle entente leur permit des horaires de travail moins durs; ils purent, d'autre part, apporter un soutien financier important aux miliciens combattant les fascistes-franquistes au front.

Les syndicats de travailleurs remplacèrent le patronat. Dans le cadre d'une industrie, on introduisit une équité sociale. Cependant, certaines branches marchèrent mieux que d'autres. Il y eut des industries riches et pauvres, des salaires élevés et des salaires bas.

Le processus de collectivisation ne pouvait pas non plus s'arrêter à cette phase.

A la Fédération locale des syndicats de Barcelone (C.N.T.), on discuta la création d'un comité de liaison. Celui-ci doit s'étendre à tous les comités économiques des divers syndicats, l'argent doit être concentré dans une seule place, une caisse d'égalisation doit veiller à une répartition légitime des fonds.



Le processus de collectivisation ne pouvait s'arrêter à ce degré. Les syndicalistes réclamèrent la socialisation. Mais la socialisation ne signifie pas pour eux nationalisation, soit direction de l'économie par l'Etat. La socialisation doit être une généralisation par en bas des activités ouvrières dans le cadre de la commune. Sans organisations des travailleurs, il n'y a pas de socialisation.



Deux schémas

Nous n'avons pas la prétention de vouloir imposer un schéma d'organisation rigide. Cependant, afin que chacun puisse se faire une idée du fonctionnement d'une organisation fédéraliste, nous donnons ces deux exemples.

d'organisation fédéraliste

ORGANISATION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Sur un plan local.

— Les comités d'atelier dirigent la production de l'atelier, en accord avec les conseils d'usine.

— Les conseils d'usine se substituent aux conseils d'administration capitalistes. Ils assurent la direction et la gestion de l'entreprise.

Ces deux organes sont divisés en :

— section technique (production),

— section sociale, responsable des conditions de travail (sécurité, hygiène).

Le syndicat d'industrie est la cellule de base de la production locale, tant agricole qu'industrielle. Il coordonne et dirige la production. Sa section technique complète celle des comités d'atelier et conseils d'usine, sa section locale s'occupe du bon fonctionnement de la vie sociale.

Sur un plan régional.

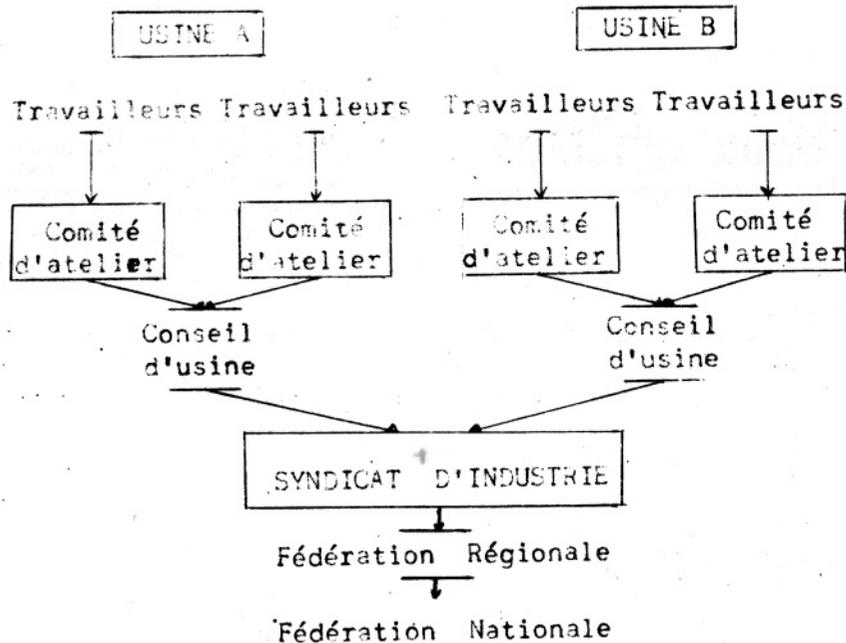
La tâche des fédérations régionales est purement technique, elles organisent rationnellement la vie économique de la région.

Elles disposent de six offices : matières premières, production, main-d'œuvre, recherche, statistique, répartition-échange.

Sur un plan national.

C'est le prolongement au niveau national des fédérations régionales. Elles disposeront des six offices cités plus haut. Informées par les fédérations régionales, elles ont un rôle de planification nationale.

Cette organisation fédéraliste de la production industrielle de bas en haut permet à chaque travailleur de participer à, et de contrôler, la marche d'ensemble de l'organisation industrielle. En effet, les délégués, élus par l'assemblée générale, sont responsables devant elle et révocables à tout moment.



ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET SOCIALE

Il est important que le travailleur soit à la fois le moteur et le contrôleur du système administratif.

— La cellule de base de l'organisation administrative est la commune. Elle doit s'occuper de tout ce qui intéresse l'individu en dehors de son travail (aménagement de la ville, logement, distribution de la production consommable, hygiène, statistique, sécurité, établissement et entretien des voies de circulation, assistance, sécurité, éducation). C'est le Conseil communal, désigné par l'ensemble des habitants qui administre la commune. Les conseillers communaux sont des travailleurs, le fonctionnement des services communaux est assuré par des employés ayant le même statut que les autres travailleurs.

— Les communes devront établir un lien fédéral entre elles. C'est le rôle de la Fédération régionale des communes. Elle est administrée par un Conseil fédéral formé de représentants de chaque commune. De la même façon, ces conseillers fédéraux sont des travailleurs et ils ne siègent pas de façon permanente.

— Au niveau national, c'est la Confédération nationale des communes qui assure la coordination des fédérations. Elle est administrée par un Conseil national qui ne siège pas en permanence car ses membres sont des travailleurs.

Ce système permet de placer l'organisation administrative et sociale entièrement sous la direction des travailleurs et ainsi de supprimer l'Etat et son arbitraire.

Autogestion

des luttes

Si le but de notre combat contre la société capitaliste est l'instauration de l'autogestion généralisée à tous les niveaux, les moyens pour y parvenir doivent être en conformité avec lui.

Pour nous, l'autogestion ne peut être octroyée d'en haut, soit par un parti, un syndicat ou un Etat même dit « ouvrier », mais doit être l'aboutissement de luttes ouvrières, par l'action directe et consciente, en passant par une révolution internationale qui détruira l'Etat et le capital.

COMMENT MENER CES LUTTES ?

Les luttes de classes se déroulent sous plusieurs formes, dans le cadre du capitalisme libéral ; elles partent presque toujours des revendications immédiates, que ce soit pour des avantages matériels (salaires), des améliorations (conditions de travail) ou des atteintes aux « libertés ouvrières ». La plupart du temps ces luttes sont dirigées d'en haut par la direction syndicale. Ces luttes « légales » disparaissent car les travailleurs sont de moins en moins en confiance dans les syndicats réformistes. Alors des grèves éclatent en dehors d'eux, « sauvages », et mettent en place de nouvelles structures de lutte. Ces méthodes permettent une participation active de chaque gréviste. Depuis Mai 68, en France, les travailleurs ont décidé de reprendre en main leurs luttes, certains syndicats ont suivi, d'autres y ont participé de façon démocratique.

Face au patronat ou à l'Etat (cf. Renault) préoccupés de profit, les travailleurs n'ont souvent d'autres moyens que la grève totale pour faire aboutir leurs revendications. Généralement, celles-ci sont discutées entre les délégués syndicaux et les patrons, tranquillement, autour d'une table tandis que les grévistes sont chez eux à attendre (de maigres résultats !). De plus en plus, les travailleurs refusent cette forme de « lutte » et préfèrent se réunir sur le tas, en assemblée de grévistes, élisant un comité de grève avec des délégués, nommés pour des tâches précises et limitées, révocables par l'assemblée générale ; parfois sont élus des délégués syndicaux qui n'ont pas plus de pouvoir qu'un délégué non syndiqué. Les grévistes décident la grève illimitée en assemblée générale, pour faire pression sur le patron, en bloquant totalement la production, et obtenir le maximum. Quand les discussions traînent un peu, les grévistes occupent l'usine, interdisant l'entrée à la direction, à la maîtrise et aux jaunes. Cette action directe remet en cause le droit de propriété (droit d'user et d'abuser) ; parfois ils décident la séquestration de la direction, mettant en cause l'autorité absolue. Les assemblées générales quotidiennes, la permutation des tâches, la discussion de tous les problèmes, les revendications, le ravitaillement, la solidarité, la liaison avec les autres usines, la diffusion de la lutte, etc., permettent aux travailleurs de faire l'expérience de la démocratie directe, garantie d'une autogestion réelle.

Si les syndicats y participent, ils doivent aider cette organisation sans jamais en prendre la direction.

En cas d'occupation d'usine, action « illégale », où le patronat peut compter sur la force publique (pctice, C.R.S.) pour faire évacuer l'usine, les grévistes doivent organiser l'autodéfense pour bloquer les entrées, protéger le matériel, assurer le ravitaillement. Une grève longue est parfois difficilement supportable. — financièrement — par des travailleurs qui ont de bas salaires, peu de syndicats ont une caisse de grève. Tout de suite doit être organisé le soutien financier, par des collectes auprès des autres usines, de la population. L'information doit sensibiliser tous les travailleurs et les unir à la base. Quand l'usine en grève fait partie d'un trust, pour éviter l'isolement, le comité de grève, aidé du syndicat, doit prendre contact tout de suite avec toutes les autres usines. Même à l'étranger si le trust est multinational.

Toutes ces méthodes d'actions directes, que réprovent les syndicats réformistes, font partie de l'expérience historique de la classe ouvrière, bien éloignée de la collaboration de classes des directions syndicales.

Actuellement, les partis de gauche, et certains syndicats, n'offrent comme alternative au pouvoir actuel que la « cogestion », ou participation, entre le patronat (ou l'Etat) et les syndicats. Ce capitalisme « démocratique » n'est que la continuation de l'exploitation sous une forme plus sournoise que les travailleurs devront combattre (les nationalisations sont la cogestion du capitalisme étatisé entre l'Etat et les syndicats).

L'autogestion ne peut s'arrêter à la porte des usines mais doit s'étendre à toute la vie sociale, du quartier, de la commune, de la région, de la « nation » par la

fédération de tous les organismes populaires de représentation des travailleurs. Tous les secteurs de l'économie seront autogérés, des magasins mis en coopératives populaires et les supermarchés autogérés par le personnel et contrôlés par les quartiers.

Le monde paysan sera remis en valeur, mis sur un plan d'égalité avec le secteur industriel, par une solidarité appropriée, aide matérielle, visant à la création de coopératives pour les petits paysans, à la collectivisation des grandes propriétés mises en autogestion par le personnel, coordonnées par des conseils paysans.

La planification économique se fera par des organismes communs aux différents secteurs, contrôlés par des délégués de chaque secteur, en employant les techniques modernes (informatique). On pourra supprimer la bureaucratie, estimer plus rapidement les moyens uniquement en fonction des besoins (le surplus des stocks permettra d'équilibrer des régions défavorisées

AUTODEFENSE OUVRIERE POPULAIRE

Actuellement, les travailleurs en lutte doivent faire face aux contre-attaques directes du patronat qui a la force armée à son service en cas d'occupation d'usine, mais aussi des bandes armées : jaunes de la C.F.T., celles du pouvoir (S.A.C. et C.D.R.). Ainsi les travailleurs doivent se préparer à organiser, à la base, l'autodéfense de leur lutte, au niveau de l'usine, du quartier, et en cas de conflit social généralisé être prêts à organiser l'autodéfense armée, par des milices ouvrières sous le contrôle direct des travailleurs, fédérées à tous les niveaux. En aucun cas les travailleurs ne doivent accepter la formation d'une armée « rouge » qui échapperait à leur contrôle !

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- LA REVOLUTION INCONNUE.....	Voline
- LE MOUVEMENT MAKHOVISTE.....	Archinov
- COLLECTIVISATIONS (en Espagne).....	C.N.T,
- LA CATALOGNE LIBRE.....	Prudhommeaux
- L'ESPAGNE LIBERTAIRE.....	Leval
- LE MONDE NOUVEAU.....	Besnard
- L'AUTOGESTION, L'ETAT ET LA REVOLUTION..	Noir et Rouge
- LA COMMUNE DE CRONSTADT	Ida Mett
- L'AUTOGESTION DANS L'ESPAGNE REVOLUTIONNAIRE.....	Mintz
- SOCIALISME ET AUTOGESTION N° 20.....	Revue
- COMMUNE LIBRE N° 2 - L'AUTOGESTION.....	Revue

oOoOoOoOoOoOoOoOoOo

Cette brochure est une édition de la

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Section française de l'

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS



Imprimerie spéciale VIe UR CNT -
3, rue Merly - 31000 TOULOUSE -